

MODEM / UNIVERSITE DE RENTREE
Vendredi 4 septembre 2009
Table ronde Environnement et développement durable

Corinne LEPAGE. - Je suis très heureuse d'aborder ce sujet de l'environnement et du développement durable, car je crois que notre mouvement doit impérativement être porteur en ce domaine. Et je dois dire que je suis extrêmement bien entourée à cette tribune, avec M. Walid Oueslati, professeur d'économie de l'environnement ; M. Romain Ferrari, responsable d'une entreprise très impliquée dans le développement durable ; M. Jean-Yves Casgha directeur de Terre TV télévision et du festival Sciences Frontières, et enfin M. Bernard Léon qui préside notre commission durabilité et dont le travail de réflexion mérite d'être souligné à cette tribune.

Le sujet que nous allons traiter est un sujet immense. Le temps nous manquant, nous donnerons quelques coups de projecteur autour du thème des liens entre la crise économique, la crise écologique, la crise climatique, la crise financière et le changement de modèle.

Notre objectif est de vraiment réfléchir sur ce que pourrait être un projet autour d'un développement réellement soutenable. Car cela ne sert à rien de mettre le mot durable au bout de chaque politique sans changement profond. Autrement il ne s'agit que de Greenwashing, que de cosmétique.

M. Oueslati, permettez-moi une première série de questions : faut-il se diriger vers un système très ambitieux de soutenabilité forte ou faut-il aller vers un système moins ambitieux de soutenabilité faible ? Comment se mettre en ordre de bataille ? Comment compter ? Quelle fiscalité mettre en œuvre ?

Walid OUESLATI. Quelles sont les réponses d'un économiste à ces interrogations ? Ma première réflexion portera sur le « comment » de l'appropriation du concept de développement durable et sur la façon dont on peut traduire le développement durable dans une compréhension collective. J'aborderai ensuite la question centrale de la fiscalité environnementale ?

Mais d'abord, une petite parenthèse sur la taxe carbone qui occupe aujourd'hui l'actualité. Cette question est loin d'être nouvelle mais elle était « moins à la mode ». Au début des années 80, il y a eu la publication d'un rapport dont on ne parle pas beaucoup, de l'Union internationale de la conservation de la nature, qui alertait déjà sur les risques d'un modèle de développement mondialisé, inspiré du monde développé menaçant directement la planète. C'était le premier rapport qui évoquait le changement climatique et l'effet de serre, non pas comme hypothèse mais comme une réalité scientifique vérifiée.

Ce rapport-là va donner lieu à d'autres rapports importants, dont le Rapport Brundtland, publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, qui constitue l'acte de naissance du développement durable.

La problématique d'aujourd'hui est claire : nous devons changer nos modes de production et de consommation parce que ces deux modes ne sont plus tenables. On ne peut pas continuer dans un monde aux ressources épuisables. On ne peut pas continuer à assurer le confort individuel pour chacun, avec une population en croissance démographique et dans un monde caractérisé par une grande fissure entre un monde développé d'opulence matérielle et un autre monde qui représente 80 % de la population mondiale et qui n'accède à rien ou à très peu. Ceci pour dire que cette question a également un aspect politique, culturel et sociétal.

Je constate en tout cas que sur le développement durable, il y a désormais un consensus ou un semblant. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui me dise : votre histoire de développement durable,

mettez la dans la poche. Tout le monde parle désormais de recherche d'un mode de consommation et de production alternatives. On sait qu'il faut changer de mode, mais on sait aussi que ce n'est pas gratuit, que cela va coûter. Et la question légitime est simple : qui paiera ?

Lorsqu'on réfléchit, en termes d'équité intergénérationnelle, on se projette dans le temps. Toutes les activités de protection de l'environnement que l'on va faire aujourd'hui, ce sont des investissements que l'on fera pour les générations futures. C'est une projection vers le très long terme, car plus on recule, plus cela coûtera cher. En termes de coût, il y a une réflexion de fond d'une importance capitale.

Il y a plusieurs approches. Comme l'a souligné Corinne Lepage, il y a deux paradigmes, une conception faible et une conception forte.

La conception faible, c'est une façon de dire qu'on léguera aux générations futures un monde avec moins de ressources naturelles, voire un environnement dégradé, mais dans le même temps, on aura des générations mieux soignées avec plus d'équipements, plus d'infrastructures, plus d'hôpitaux, de vaccins, d'éducation...

Il peut donc s'opérer dans le temps un certain équilibre entre un capital naturel dégradé, mais un capital physique que l'on créera, un investissement collectif qui n'est pas nécessairement matériel. Cette substitution-là va opérer quelque chose de très important, à savoir une certaine constance du bien-être social à travers le temps. Peu importe ce que les habitants de la terre en 2200 tireront comme profit de la nature, mais ils auront à dégager des éléments de bien-être de tout ce qui se passe aujourd'hui. C'est la conception faible de la durabilité.

A l'opposé, les tenants de la durabilité forte opposent un argument : attention, cette substituabilité n'est pas parfaite car l'environnement présente des caractéristiques intrinsèques qui font de lui un élément multifonctionnel entaché par une incertitude sur son évolution, c'est-à-dire l'érosion de la diversité par exemple qui n'est pas un fait simple : une espèce ne résulte pas du hasard, elle joue un rôle important dans la chaîne alimentaire, donc sa disparition peut être une disparition à jamais. On peut ainsi rompre les chaînes alimentaires.

On connaît beaucoup de choses aujourd'hui sur l'évolution de l'environnement, de la nature, mais ce que l'on connaît reste très modeste par rapport à la réalité. Depuis maintenant quelques années, les faits nous montrent que nos estimations par rapport aux effets du changement climatique étaient sous-estimées. Un autre élément important, c'est l'irréversibilité. Il y a des mécanismes ou des interventions sur la nature qui font que l'on peut perdre à jamais un écosystème.

Face à cela faut-il croire à la soutenabilité forte ou à la durabilité faible ? Lorsque je pose cette question à mes étudiants, 99% d'entre eux me répondent durabilité forte. Un ou deux disent faible sans donner des arguments.

Or, si vous regardez bien, les choses sont plus complexes. La durabilité, qu'elle soit forte ou faible, c'est l'oeuvre des humains, de leur culture, de leur histoire, de leur réaction à l'urgence, de leur volontarisme. Il n'y a pas de hasard. C'est un positionnement que la société impose.

Et notre façon de concevoir la durabilité est un positionnement entre ces deux paradigmes.

On est parfois dans une approche anthropocentrique qui considère l'homme au centre de toutes les activités, l'environnement n'étant là que pour satisfaire nos besoins. Et à l'inverse, il y a une autre approche, plutôt bio-centrique, l'environnement existant par delà toute utilité ou tous usages.

Entre les deux, il y a une infinité de positionnements. Le développement durable c'est finalement la place du curseur entre ces deux paradigmes. Et la conception française a vocation à évoluer.

La conception qu'avaient les habitants les Français pendant les Trente Glorieuses en termes de durabilité n'est pas celle d'aujourd'hui. C'est quelque chose qui évolue dans le temps, mais aussi dans l'espace. Qu'est-ce qui explique que les pays nordiques taxent aujourd'hui trois fois, quatre fois plus les pollutions que les pays de l'Europe du sud ? Cela n'est pas lié au niveau de développement. Et on va trouver des sociétés en Afrique qui sont dans des situations de pauvreté abjecte, mais qui ont des comportements plus précautionneux en termes d'usage des ressources.

Voilà les termes de la question. Une question qui va induire non seulement un nouveau paradigme de pensée mais également un positionnement en termes de politique publique, de stratégie, pour définir un nouveau mode de développement, et un mode de production et de consommation alternatif.

François BAYROU. Merci à vous tous d'être présents et si nombreux à notre université de rentrée. Une université très suivie par les médias, ce qui est normal puisque nous sommes la seule force politique qui fait bouger le paysage politique français.

Si vous prenez la photographie du paysage politique d'aujourd'hui et d'il y a 20 ans, vous vous apercevez que toutes les autres forces politiques sont au même endroit qu'il y a 20 ans.

Nous, nous avons bougé.

Nous avons l'ambition, non seulement de bouger pour nous-mêmes, mais de faire bouger les attitudes, le style, les idées, la manière d'être de ceux qui forment cette démocratie française qui est, par moment, désespérante.

Ce n'est pas par seul et unique goût du mouvement, c'est pour une raison qui va être scandée sous toutes les formes tout au long de ces trois jours, c'est que jamais les problèmes qui se posent à l'humanité, à la planète, à l'Europe et à notre pays n'ont été aussi aigus.

Pour ma part, je n'ai pas souvenir d'avoir vu un pays où tous les secteurs sont en crise sans aucune exception comme le nôtre.

C'est une chose très profonde. Le monde de l'éducation est désespéré car ses valeurs ne sont plus soutenues par ceux qui en ont la responsabilité. Le monde de l'agriculture est un monde désespéré, je l'ai constaté cet été encore. La désindustrialisation, le chômage, la situation de l'université, tout cela, c'est une immense inquiétude.

Si vous prenez la planète, il y a le lourd passif d'une humanité qui a gaspillé les ressources naturelles se causant à elle-même un risque ou plutôt plaçant au-dessus d'elle-même un risque très grave.

Les problèmes sont si lourds qu'ils exigent que les responsables de la société politique en particulier cherchent des réponses nouvelles, soit capables de poser les problèmes en termes nouveaux.

C'est pour cette raison que nous avons choisi le mouvement.

C'est pour cette raison que nous avons choisi d'ouvrir des chemins nouveaux et de les définir clairement.

Car ce qui me frappe, c'est de voir à quel point la vie politique est complètement confuse.

Notre responsabilité à nous, qui sommes le Parti du mouvement, c'est d'apporter de la clarté au sortir de ces trois jours. Pour nous même mais surtout pour que les Français aient les idées plus claires pas seulement sur nous mais sur leur avenir.

Merci à tous.

Corinne LEPAGE. - Nous remercions le Président pour ses propos vigoureux et dynamiques.

M. Oueslati, puis-je vous poser une nouvelle question ? Comment reliez-vous ces choix entre durabilité forte, durabilité faible, avec la crise actuelle, économique, financière, énergétique et les pistes de solutions possibles ?

Comment imaginez-vous que nous pouvons en sortir sans nous orienter vers un système qui consisterait à ne privilégier que la sortie de crise financière au détriment de tout le reste, conduisant d'une certaine manière à creuser l'abîme vers lequel nous nous dirigeons ?

Walid OUESLATI. - Pour avoir aussi les idées claires, ce qu'il faudrait retenir par rapport à ce que je viens de développer au début, c'est qu'il serait illusoire de penser que l'on pourra engager une stratégie en matière de développement durable en se référant, de prime abord, au paradigme de durabilité forte ou à celui de la durabilité faible.

Il serait plus utile de développer un certain volontarisme politique pour mettre en place le développement durable. Permettez-moi de me focaliser sur un seul point.

Depuis que l'on a commencé à traduire politiquement la notion de développement durable, on a développé un point, une stratégie ou une vision de cette politique que je trouve biaisée.

Il s'agit de la stratégie des 1000 gestes qui sauvent, du verbe « sauver ». Cette façon de responsabiliser les individus par rapport à leurs actes en matière d'utilisation de toutes les ressources environnementales.

Cela a commencé par Lester Brown avec son pacte mondial écologique, puis en France avec le pacte écologique de Nicolas Hulot ou encore, définition plus récente, le Grenelle de l'environnement où l'on a vu s'installer une tendance « confortable » : « *Faites-le vous-mêmes, on ne fera pas votre bonheur à votre place. Vous voulez une stratégie de développement durable : changez de comportement, éteignez la lumière en sortant d'une pièce, etc.* »

Certes, toutes ces préconisations sont importantes, je ne les jette pas toutes, au contraire, il faudrait les maintenir, mais il faudrait dire haut et fort : c'est insuffisant. C'est loin d'être suffisant pour inscrire un projet de société qui s'inspire du développement durable. Car les gestes qui sauvent, c'est une façon de déresponsabiliser les pouvoirs publics. Il faut donc faire attention. C'est une façon aussi de dire que le monde ira d'une manière autorégulée. C'est une façon naïve de considérer l'avenir de l'humanité.

Il faudrait, à mon sens, réfléchir un instant sur le fait que les problèmes de l'environnement sont d'ordre systémique.

Ce ne sont pas les individus qui créent, par leur acte de consommation ou de production, toutes les dérégulations environnementales, c'est le système. A l'inverse, nous, citoyens, nous pouvons avoir une conscience écologique extraordinaire.

Prenons l'exemple du système de prix. Dès que l'on fait venir des produits énergétiques, des produits venant de très loin, ayant un coût environnemental très important, un coût pour la société très important, là, nous allons payer un prix moins cher que des produits qui sont fabriqués à côté, plus écologiques, plus acceptables.

Lorsque je parle de système de prix, ce n'est qu'un exemple et le système de prix, ce n'est pas les individus, c'est le modèle politique que l'on va imposer à l'échelle planétaire, pas seulement l'Europe, la France, mais à l'échelle du monde.

Derrière cela, il y a la volonté politique. La responsabilité est d'ordre systémique. Donc la solution ne peut être que politique. Les changements individuels, les changements de comportement, c'est bien mais cela ne remplacera jamais une politique globale et cohérente qui adhère franchement aux thèses de développement durable.

Il faut donc changer nos modes de production et de consommation. La question est donc simple : qui va les changer et qui paiera pour les changer ?

Je distingue trois acteurs : l'acteur tout à la fois citoyen et consommateur ; l'acteur entreprise ; et l'acteur pouvoirs publics, l'Etat, car la puissance publique est garante de l'intérêt général. Les consommateurs que nous sommes tous, sommes parfois amenés, par une certaine schizophrénie, à parler comme citoyen mais à agir comme consommateur, un consommateur qui privilégie sa contrainte budgétaire avant tout.

Tant que l'on sera dans cette façon de faire, on sera toujours dans le paradoxe.

Notre rôle, c'est d'éduquer les enfants, de donner une autre image à cette consommation-là, c'est-à-dire coupler un peu l'aspect préoccupation individuelle avec les préoccupations de la société, même si c'est difficile comme le souligne, à juste titre, Jacques Généreux, par le mot de « dissociété ».

Cette déconnexion, on va l'avoir aussi dans le rapport citoyen-État. Car aujourd'hui, il y a un problème de confiance.

En matière de développement durable, effectivement, lorsque les pouvoirs publics parlent de développement durable, peut de gens croient à leur sincérité parce que tout simplement, dans les faits, on n'a fait que tromper les gens.

Cela ne m'étonne donc pas que les sondages montrent que 60 % des Français sont contre la taxe carbone.

La façon avec laquelle a été présenté le problème montrait très bien l'hypocrisie qui était derrière. Pourquoi doit-on payer pour les autres ? 80 % des français touchent moins de 3 200 € par mois. Donc c'est la classe moyenne et les personnes les plus fragiles qui vont payer ce coût environnemental, mais pour qui ?

Payer l'impôt, c'est un geste citoyen. On le fait avec bonne volonté mais lorsqu'en même temps on nous parle de baisse d'impôt pour les classes les plus aisées, ou est la cohérence ? Il y a de quoi se poser des questions.

Je passe rapidement sur la question du rapport État/entreprise, parce que l'État a aussi une responsabilité de régulation, pour rebondir sur votre question concernant la crise économique, qui vient d'une logique d'autorégulation.

Pour sortir de la crise économique ou environnementale, je pense que le principe de base serait de dire halte à l'autorégulation. Il y faut des actions politiques volontaristes pour sortir de cela, avec en arrière-plan la nécessité de prendre appui sur les forces sociales. On peut trouver des solutions techniques, mais s'il n'y a pas cette force sociale, c'est-à-dire une concentration à la fois du monde associatif, syndical et politique pour définir les solutions, cela ne marchera pas.

Corinne LEPAGE. Ce que l'on peut retenir, c'est qu'en réalité lorsque l'on parle de soutenabilité, on ne parle pas d'un secteur particulier, on parle de la totalité du projet de société. On ne peut donc pas aborder ce sujet sans poser la question de la régulation, du système financier qui doit être mis en cause.

Je passe la parole à Romain Ferrari dont l'entreprise est un parfait exemple entrepreneurial durable et rentable. Preuve que l'évolution soutenable est un concept tout à fait possible et efficace.

Romain FERRARI. Nous sommes en effet une entreprise textile non délocalisée ! Une entreprise qui fabrique des toiles comme celle de ce chapiteau, des bâches de camion, des toiles pour les mobiliers de jardin et de camping, et qui est née dans les années 70 en pleine crise pétrolière. Cela nous a peut-être d'entrée de jeu servi de leçon.

Tout bien réfléchi, il y a deux écueils dans lesquels nous ne sommes pas tombés, et avec le recul on s'aperçoit que c'était très important.

Le premier, c'est de se dire : pour une entreprise, l'écologie doit être seulement de la philanthropie, on fait notre business comme d'habitude et, à côté, on fait un peu de philanthropie. Cela, on ne l'a pas fait du tout.

Le deuxième écueil, c'est de penser que l'entreprise est dans un environnement économique qui lui dicte ses comportements. On s'est dit les choses autrement, pensant que nous n'étions pas là pour faire de l'écologie de punition, mais de l'écologie de solution. Avec un atout maître, car chez nous, les actionnaires sont la famille, donc on peut regarder un peu plus loin que le résultat trimestriel.

Vis-à-vis des clients qui ont besoin de se développer, je suis en *be to be*. Je vends à des clients qui vendent à des utilisateurs finaux, donc c'est un ensemble. Et ce n'est pas en leur disant : demain, vous allez payer plus cher un produit mais avec une empreinte écologique plus faible, que nous allons tous nous en sortir. D'autant que notre problème central, ce sont les ressources. On a beau de plus en plus à aller vers la dématérialisation, il nous faut un peu de ressources. On a donc essayé de quitter la vision linéaire qui consiste à prélever, transformer, mettre sur le marché. On a investi énormément avec des retours sur investissements qui seront peut-être dans 20 ou 30 ans. On a investi dans le recyclage et, surtout, on n'a pas désindustrialisé notre processus. Notre entreprise fait encore du tissage et dispose de sa filature en Suisse, pas en Inde ! Le principe est de passer de cette vision linéaire à une vision circulaire. Plutôt que de dire : on va recycler pour traiter un problème en fin de vie, on recycle, comme cela, on aura nos matières premières. Cela demande 10/20 ans, beaucoup d'investissements, mais ça marche.

L'autre approche, très importante pour une entreprise traditionnelle comme la nôtre, c'est de passer de l'économie matérielle à l'économie fonctionnelle. Vous n'en n'avez pas conscience, mais la bêche de ce

chapiteau, c'est une révolution. Ce bâtiment n'est pas un bâtiment matériel, c'est un bâtiment fonctionnel. En décidant cet évènement, vous avez acheté une fonction et à la clôture de vos journées, le prestataire va démonter la tente, les poutrelles, pour un autre usage, sur une durée de 5, voire dix ans. Pour l'instant la toile est très blanche et quand elle sera un peu plus grise, elle ira dans un centre commercial et quand elle sera encore plus grise, elle ira dans un bâtiment de stockage. Sans le savoir, on est dans l'économie légère. Ce bâtiment, il n'y a pas plus léger, mais il est fonctionnel et en plus, tous ses éléments sont recyclables. La boucle est donc bouclée.

Mais il y a d'autres circuits sur lesquels on peut aller encore plus loin. On peut envisager des stratégies de durabilité, de réutilisation, de réemploi puis de recyclage.

Prenons l'exemple concret de cette bâche de camion qui a roulé pendant 5 ans. Elle est récupérée par une petite entreprise dirigée par deux frères que je connais, qui ont récupéré aussi des chambres à air de vélo, des ceintures de sécurité, et qui font des sacs increvables. Aujourd'hui, ils vendent 100 000 sacs par an dans le monde entier entre 130 et 150 € le sac. Ils m'achètent des vieilles bâches, prennent les bons morceaux, et me renvoient le reste. Quelque part, c'est un catalyseur de la collecte, c'est quelque part un agent de compostage, on pourrait dire en agro-bio. Les acheteurs sont des militants, mais cela montre que ce n'est pas négligeable. Ce sont des exemples de stratégie de durabilité.

Corinne LEPAGE. A ceux qui pourraient douter que cela ne marche pas, que c'est utopiste, que l'on ne peut pas faire de l'économie, et bien, je pense que Romain vient d'administrer un contre-exemple absolument formidable. Combien avez-vous d'employés ?

Romain FERRARI. On est à peu près 600 personnes.

Corinne LEPAGE. Et le chiffre d'affaires ?

Romain FERRARI. Entre 120 et 130 M€.

Corinne LEPAGE. C'est donc une entreprise qui marche. Quand nous développons l'idée d'une économie circulaire, quand nous disons qu'il faut penser dans la globalité, nous sommes dans la réalité, dans l'économie de demain.

Je donne maintenant la parole à Jean-Yves Casgla, créateur qui a créé, voici 25 ans, le festival Sciences Frontières.

Je voudrais qu'il nous dise un peu son expérience sur tout ce qui est en train de se passer et sur les leçons que l'on peut tirer du passé. Deuxième sujet qui rejoint le débat sur la taxe carbone, quel rôle pour les médias, quelle pédagogie ? Comment expliquer aux gens ce qui se passe, comment on pourrait faire pour vivre mieux, que tous ces sujets ne sont pas des sujets de punition, de purge, qu'il existe, comme le soulignait M. Ferrari, une économie de solution ? Que nous sommes une génération de transition et que nous sommes en train d'organiser notre futur.

Jean-Yves CASGHA. En 1985, 86, sort, dans l'indifférence générale, une étude du MIT (Massachusetts Institute of Technology) sur le réchauffement climatique, annonçant ce qui est en train de se passer. Et vingt après que le Times ait titré : « La planète est en danger », on est encore en train de se dire : « Et si on faisait une taxe carbone ? » Je me dis qu'il y a quelque chose qui déraile, qui ne fonctionne pas, que c'est un incroyable gâchis.

On ne peut pas en vouloir au dinosaure de ne pas survivre après avoir pris une grosse comète sur la tête, mais nous, sociétés intelligentes soi-disant, cela me paraît hallucinant que l'on fabrique le mur dans lequel on va taper inmanquablement.

En 1987, on ne pouvait pas dire que l'on ne savait pas puisque, précisément, dans le Festival Sciences Frontières, on a présenté toutes ces études qui ont donné lieu à publication. Pourtant, à l'époque, c'était l'indifférence totale. Cela pose d'ailleurs un problème qui est celui des lanceurs d'alertes.

Comment fait-on pour essayer de faire que la politique puisse agir parce qu'après tout, dans un régime démocratique, il n'appartient pas aux journalistes, aux médias d'organiser le monde ?

La première fois que j'ai rencontré Corinne Lepage, elle était l'avocate de l'Amoco Cadiz. Lorsqu'elle est devenue ministre de l'environnement, je me suis dit : « Enfin, voilà une technicienne, on va pouvoir faire passer l'information, sur la planète, la pollution et même les OGM sur lesquels nous travaillons depuis 1985. » Nous avons monté une table ronde avec notamment le président de l'Institut européen de l'écologie et des experts travaillant sur les OGM, qui avaient un message un peu différent de celui tenu par les conseillers ministériels. Corinne est venue, et, tout d'un coup, quelque chose s'est passé sur les OGM en France et il y a eu ce fameux moratoire. Je me suis dit à l'époque que si je n'avais pas connu la bonne personne, peut-être qu'en ce moment, il y aurait des OGM partout. Force est donc de constater qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans le système s'il faut des hasards aussi improbables pour que quelque chose se passe.

Autre sujet d'actualité : on est en train de nous faire une tête au carré sur la crise financière. Bien sûr c'est très grave et j'espère que le G 20 fera quelque chose. Mais la réalité que je perçois comme journaliste scientifique qui aime bien l'environnement et la technologie, c'est que vous allez apprendre d'ici peu qu'il y a un logiciel qui fonctionne dans des calculateurs énormes qui sont dans quelque banque les sous-sols, les salles blanches, et qui en moins d'une seconde, et chaque seconde, est capable d'analyser la totalité des placements sur la totalité des bourses de la planète et d'acheter et de vendre à cette allure-là. Et si on nous demande encore de l'argent pour les banques, ce sera pour faire cela, passer de la seconde à la nano seconde ? C'est une logique folle.

Au-delà des discours pipeau, il suffirait tout simplement de débrancher l'ordinateur et de dire : « Ce n'est pas une logique de production, ce n'est pas une logique industrielle, ce n'est pas une logique de travail ». Ce n'est pas de la science-fiction, c'est une réalité. Plutôt que d'avoir pléthore de conseillers en communication, les politiques devraient se doter d'équipes qui analysent ce qui est en train de se passer.

Quand vous passez de l'arc à l'arbalète, tout va bien, juste un petit peu plus de bruit, de puissance, de précision. Quand vous passez de la mitraillette à Hiroshima, il y a un saut dangereux parce que, grosso modo, vous posez un problème pour 250 000 ans, mais enfin, à l'échelle géologique Hiroshima, c'est une virgule. Mais quand vous passez à la modification du vivant, quand les recherches portent sur des énergies proches de la chaleur du soleil, on touche quelque chose d'immensément grave. Et je dis sérieusement que l'absence de réflexion et d'alerte qui autorise la technologie à tout imaginer, même l'irréversible, c'est un risque fou.

On peut dire comme Paul Valéry, que nos civilisations sont mortelles, mais, lui, le malheureux, parlait de la guerre de 14. Nous, nous assistons à un bouleversement planétaire mortel. On va dans le mur alors même que nous avons les moyens pour le contourner. C'est cela qui ne va pas.

Vous évoquez la taxe carbone, je ne suis pas spécialiste, mais ma vision, c'est que, pendant 150 ans, on a expliqué au monde occidental, à nos sociétés, que l'énergie était inépuisable, que le progrès

n'arrêterait jamais, que le développement était infini, et donc les gens se sont mis à vivre en tenant compte de ce que l'on leur racontait.

Et tout d'un coup on dit à ceux qui sont obligés de prendre leur voiture, à la campagne, en zone périurbaine, qu'on s'est trompé de modèle, qu'il va falloir payer, sans pédagogie, sans préparation.

Jusqu'à il y a 25 ans, quand vous posiez une question : tu veux de l'énergie ? Vous aviez une seule réponse : oui, j'ai du pétrole, cela roule.

Aujourd'hui, quand vous posez la même question, là réponse est multiple. Oui, j'ai un peu d'éolien, un peu de photovoltaïque, un peu de thermique. Et ce qu'il y a d'hallucinant, c'est que malgré cette diversité, on est encore incapable de travailler la complexité, de travailler sur un monde qui change.

Je vais pour finir soumettre deux phrases de Montesquieu à votre réflexion. Cela doit être dans l'Esprit des Lois : "Les lois sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses". La deuxième : "une loi n'est pas juste parce qu'elle est loi, elle doit être loi parce qu'elle est juste".

Je vous remercie.

Corinne LEPAGE. - Beaucoup de sujets ont été abordés.

Il y a quelques années, on aurait fait l'université d'été en disant : on va faire une table ronde environnement. Et là, on n'a presque pas parlé de l'environnement parce que l'environnement est désormais intégré dans notre modèle de développement, modèle qui nous renvoie à la culture, à la gouvernance, au fonctionnement démocratique, aux outils financiers, aux outils économiques.

Bernard LEON. Je voudrais rebondir sur ce que je viens d'entendre. C'est vrai qu'il a quelque chose qui déraile, un gâchis extraordinaire, alors même que nous savons longtemps là où nous conduit le gaspillage. J'ai travaillé dans le milieu de l'environnement pendant 35 ans. La connaissance des choses existe. Mais qu'en fait-on ? C'est à partir de cette question-là, que je conçois le travail de réflexion.

Le travail ce n'est pas d'inventer une nouvelle terre, cela est d'abord de regarder ce qui existe en termes de connaissance. A partir de là, il faut voir si l'on est capable de faire une synthèse, mais surtout une synthèse lisible, compréhensible. Ce qui n'est pas le cas des programmes politiques, dans lesquels il n'y pas le « rendu » que les gens attendent. Ce que je souhaiterais faire justement au sein de la commission que j'anime, c'est justement de contribuer à apporter des idées claires, synthétiques, compréhensibles.